

RAPPORT d'ACTIVITÉ des SERVICES de l'ÉTAT 2016

PREFECTURE
DE
L'ESSONNE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE
DE L'ESSONNE



Louis MOLINARI,
sculpteur essonnien

EDITORIAL



Aujourd'hui, alors que nos valeurs de liberté, de tolérance et de laïcité sont attaquées, nos concitoyens sont plus que jamais attachés aux missions régaliennes qui constituent le socle de notre contrat social. Dans ce contexte, le besoin d'État n'a jamais été aussi important. C'est pour cela que j'ai souhaité vous rendre compte de l'action de l'État au service des populations, au service des habitants et au service de l'innovation pour forger notre avenir.

Ce rapport d'activité des services de l'Etat, sans prétendre à l'exhaustivité, présente la diversité des champs d'intervention de l'Etat en Essonne et témoigne de l'implication de ses agents au bénéfice de nos concitoyens.

Au travers de mesures significatives, ce document illustre une année de partenariats étroits, d'efforts conjugués et d'actions concertées pour garantir la sécurité et la protection des essonniens mais aussi pour répondre à leurs attentes légitimes en matière de vivre ensemble et d'accompagnement, notamment des publics les plus fragiles.

L'année 2016 démontre également tout l'engagement de l'État pour préserver les équilibres de notre territoire si contrasté ; qu'ils soient urbains avec le Contrat d'intérêt national de la Porte Sud du Grand Paris ou bien ruraux avec les mesures du comité interministériel aux ruralités. Aucun territoire n'est oublié.

Mais, ces actions en faveur du développement du territoire ne peuvent aboutir sans l'étroite collaboration avec les nombreux acteurs publics et privés qui participent à la mise en œuvre et à la réussite des politiques publiques dans notre département.

À ce titre, ce rapport reflète la relation de confiance qui existe entre l'État et les collectivités territoriales et nous invite à poursuivre notre action commune dans le même esprit bien compris de l'intérêt général.

Ensemble, nous préparons l'avenir et les actions engagées en 2016 en faveur de la recherche avec le développement du plateau de Saclay, de la formation avec la labellisation de 4 «Grandes écoles du numérique », de l'innovation avec le plan d'actions « Génopole 2025 », sont autant de pierres à l'édifice que nous construisons.

Et si l'Essonne est une terre d'avenirs, c'est parce que nous sommes tous ensemble, État, collectivités territoriales, entreprises, associations et essonniens mobilisés pour valoriser ses atouts exceptionnels.

Josiane CHEVALIER,
Préfète de l'Essonne

SOMMAIRE



L'État au service de sa population

La sécurité et la lutte contre le terrorisme
Les inondations de mai/juin 2016
La cohésion sociale : rénovation urbaine, santé
La modernisation : PPNG (plan préfetures nouvelle génération)

L'État au service des territoires

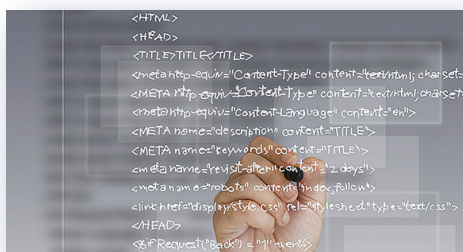
Les grands projets structurants

1. Le développement du Plateau de Saclay
2. La Porte sud du grand Paris
3. Les contrats de ruralité
4. L'accompagnement de Grigny



Les axes primordiaux : les transports et le développement économique

1. L'amélioration de l'offre de transports
2. L'appui à la filière aéronautique
3. L'appui à la filière automobile
4. L'appui à la filière chanvre



L'État au service de l'innovation pour forger notre avenir

L'Essonne, terre du numérique
L'Essonne, terre du bien-vivre
L'Essonne, terre de connaissances et d'innovations

1. LA SÉCURITÉ ET LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Dans la continuité de l'année précédente, 2016 a également été marquée par les attaques terroristes, notamment l'attentat du 14 juillet à Nice.

Ces évènements et d'autres actes isolés nous ont montré l'importance de la menace et nécessitent que l'activité des services de l'État soit très soutenue.

Actions de lutte et de prévention de la radicalisation

➤ La préfecture pilote sur le département le suivi des personnes signalées. A cet effet, le groupe d'évaluation de la radicalisation (GER) auquel participent le service départemental des renseignements territoriaux, le service départemental de la sécurité intérieure, la maison d'arrêt de Fleury Mérogis, la police judiciaire, la gendarmerie nationale et le procureur de la République, se réunit tous les 15 jours sous la présidence de la préfète. Le GER évalue les signalements reçus et rend une décision collégiale tant en matière de suivi opérationnel que de prévention.

Tout au long de l'année, vingt réunions thématiques ont été organisées.

➤ Après analyse de la situation, des cas individuels sont évoqués au sein du comité départemental de prévention de la radicalisation et de l'accompagnement des familles (CDPRAF). Cette cellule, qui a vocation à prendre des décisions opérationnelles, réunit tous les mois sous la présidence de la Préfète et du Procureur de la République, les services de l'Éducation nationale, du Conseil départemental, de la PJJ, du SPIP, de la DDSP, de la Gendarmerie ou encore de la CAF.

➤ En 2016, cette cellule a été renforcée par un médecin psychiatre pour conduire des actions ciblées et concrètes. Ce sont plusieurs dizaines de familles qui ont ainsi pu être accompagnées par cette dernière.

➤ Il faut noter aussi la sensibilisation de plus de 2000 agents publics, élus et personnels d'organismes divers ainsi que l'organisation d'un concours intitulé « La République s'affiche ! » consistant à faire réaliser des travaux artistiques mettant en exergue les valeurs de la République Française à des élèves de primaire, des collégiens et des lycéens.

➤ Renforcement de la sécurité dans les établissements scolaires :

- Tous les établissements sont actuellement dotés de PPMS (Plan Particulier de Mise en Sécurité) ;
- Mise en place de diagnostics de sécurité dans tous les établissements ;
- Réalisation d'exercices (écoles participantes au 1er trimestre 2016 : 39 % des écoles de l'arrondissement de Palaiseau, 40 % des écoles de l'arrondissement d'Évry et et 21 % des écoles de l'arrondissement d'Étampes)
- Organisation de formations (gestion de crises, premiers secours et gestes qui sauvent, exercices cadres).

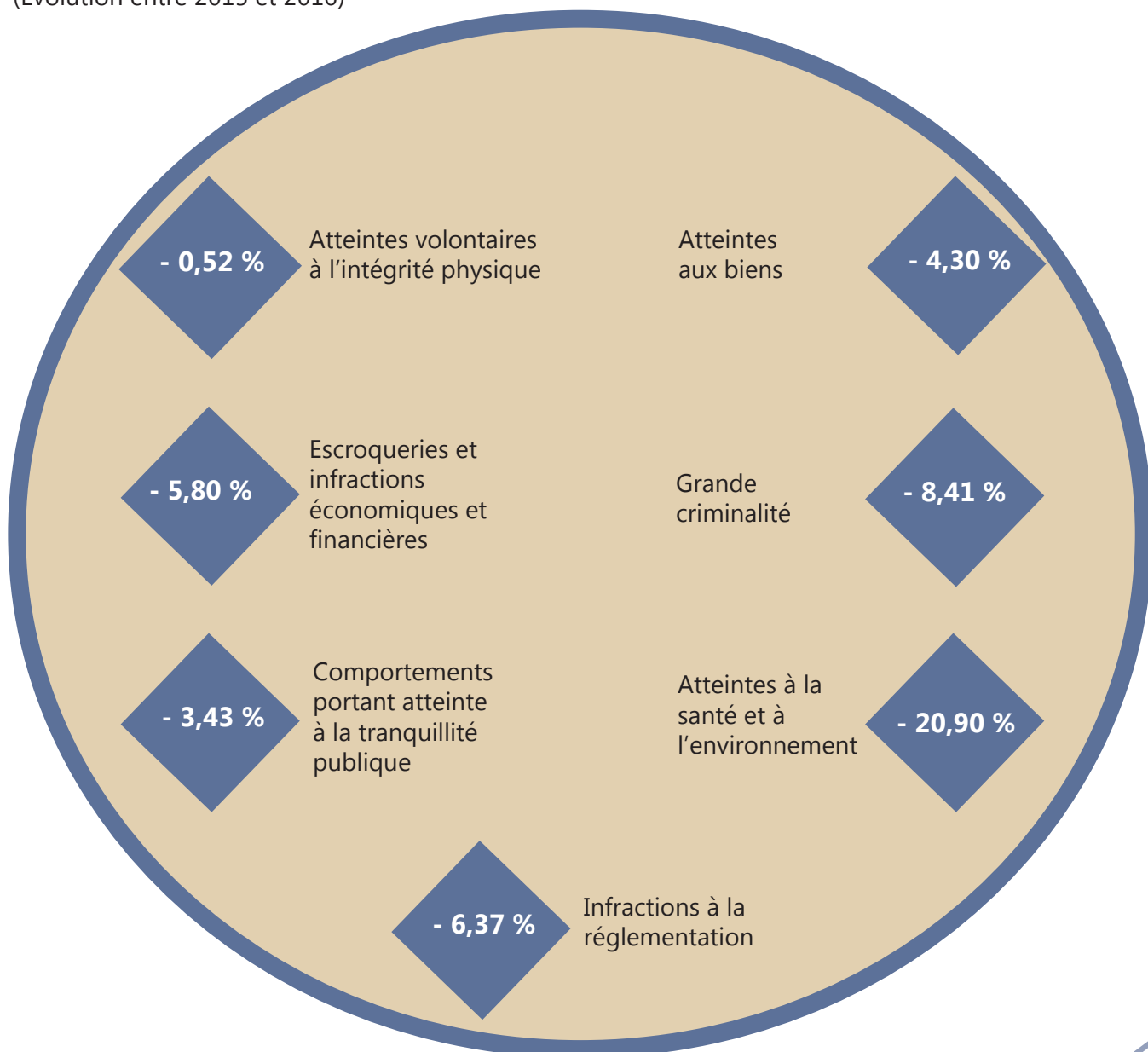
Mesures liées à l'état d'urgence

90 perquisitions ont été ordonnées par la préfète entre le 1er janvier et le 31 décembre 2016. Ces perquisitions ont permis de diligenter 23 procédures judiciaires. Elles ont également permis la saisie de stupéfiants, d'armes et de munitions.



Bilan statistique de lutte contre la délinquance

(Évolution entre 2015 et 2016)



Bilan des Zones de Sécurité Prioritaire

(Évolution entre 2015 et 2016)

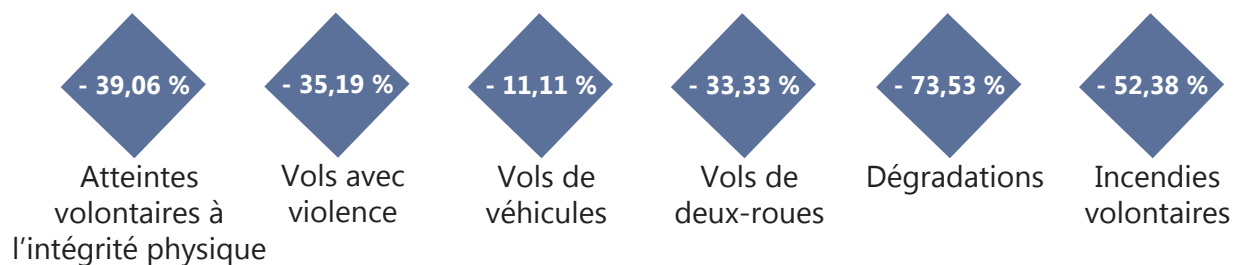


ZSP GRIGNY 2/ LA GRANDE BORNE à Grigny/Viry-Chatillon.

L'année 2016 a été marquée par l'agression barbare le 8 octobre 2016, de quatre policiers au carrefour du Fournil. Face à ce phénomène, un panel de mesures opérationnelles et organisationnelles a été rapidement mis en œuvre.

En particulier, la stratégie de sécurisation du secteur de Grigny consistant à fixer une présence policière de manière pérenne a porté ses fruits. La police a démontré avec la réussite de son enquête sur cette agression et par les arrestations qui s'en sont suivies, que l'État de droit demeure une priorité.

Bilan d'étape de l'expérimentation sécurisation renforcée à la Grande Borne à GRIGNY (chiffres comparés des faits constatés entre le 8 octobre 2016 et le 26 avril 2017)

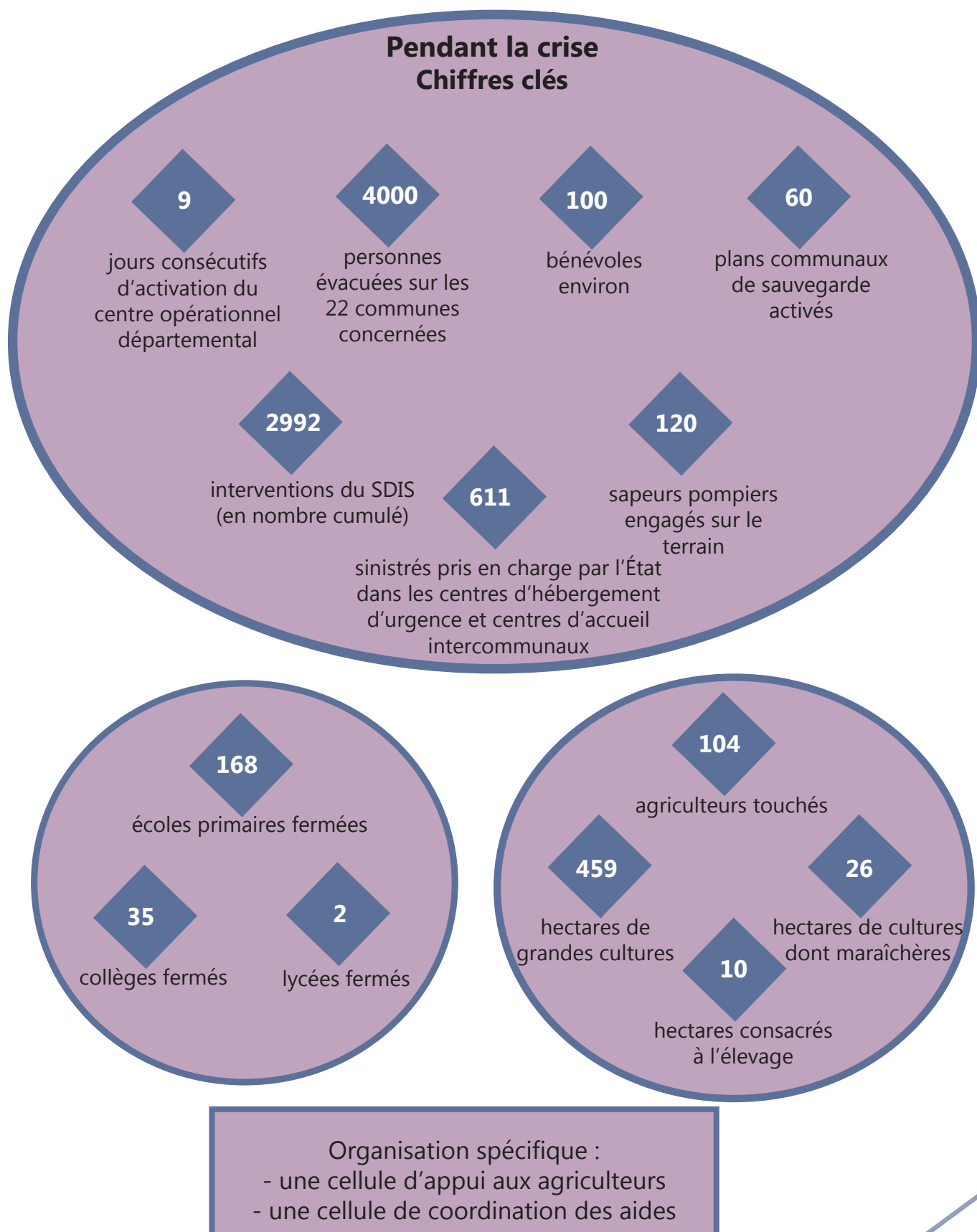


ZSP des Tarterêts à Corbeil-Essonnes. La dynamique engagée depuis sa création est confirmée en 2016 avec une baisse des faits constatés de -22,25 % et des violences urbaines de -31,25 % par rapport à 2015.



2. LES INONDATIONS DE MAI-JUIN 2016

Les inondations qui ont touché l'Essonne fin mai/début juin 2016 ont marqué les esprits des habitants. Les services de l'État ont agi de concert avec ceux des secours, des forces de l'ordre nationales et municipales et des collectivités territoriales pour protéger la population et réparer les préjudices subis au plus vite.





Centre opérationnel
départemental - Juin 2016



Après la crise Chiffres clés

115

communes de l'Essonne ayant obtenu la reconnaissance d'état de catastrophe naturelle permettant une meilleure et plus rapide indemnisation par les assurances

2

médiateurs des assurances nommés pour l'Essonne

677

bénéficiaires de secours d'extrême urgence aux particuliers
Dépense totale pour l'État : 154 100 €

50

entreprises bénéficiaires de l'aide pour activité partielle
causée par intempéries : 619 330 €

32

entreprises bénéficiaires de l'aide au redémarrage
92 300 €

15

exploitants en difficulté ont sollicité une annulation ou un aménagement de leur dette sociale et ont bénéficié de 40 000 € d'aides au titre de 2016

3. LA COHÉSION SOCIALE

La rénovation urbaine

L'Essonne est bénéficiaire du programme de rénovation urbaine, lancé en 2013, qui a concerné 24 quartiers, pour un montant total de 1,86 milliard d'euros apportés par l'État.

L'Essonne compte huit quartiers d'intérêt national



- Les Tarterêts – Corbeil-Essonnes
- Les Cinéastes, La Plaine – Epinay-sous-Sénart
- Les Hautes Mardelles – Brunoy
- Les Pyramides, Miroir, Bois Sauvage – Evry
- Le Parc aux lièvres – Evry
- La Grande Borne/Viry-Châtillon–Grigny/Viry-Châtillon
- Grigny 2 – Grigny
- Grand Vaux – Savigny-sur-Orge

La loi du 21 février 2014 a créé le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

- Le Plateau de Guinette à Etampes
- La Croix Blanche à Vigneux-sur-Seine
- La Prairie de l'Oly à Vigneux-Montgeron
- Le Canal à Courcouronnes
- Bel Air / Rocade à Ris-Orangis
- Le quartier du Plateau à Longjumeau



Six quartiers d'intérêt régional ont aussi été retenus

Santé

Actions en faveur des personnes en situation de handicap en Essonne

6 entreprises et établissements ont un accord en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap.

entreprises
adaptées

5

aides
aux postes
en 2016

176

pour

2 478 050 €

Maisons de santé pluriprofessionnelles (MSPP)

En Essonne, 3 projets de MSPP ont été validés en 2016 à Forges-les-Bains, Pussay et Saclas.

4. LA MODERNISATION : LE PLAN PRÉFECTURES NOUVELLE GÉNÉRATION (PPNG)

Réforme d'ampleur du service public, le plan préfetures nouvelle génération conforte le réseau préfectoral dans l'exercice de ses missions essentielles et répond aux grandes orientations des services territoriaux du ministère de l'intérieur.

- > ● conforter les préfetures au cœur des missions régaliennes de l'Etat ;
- moderniser les relations avec l'usager ;
- incarner la proximité sur le territoire ;
- déployer les outils d'accompagnement de ces évolutions.

Modernisation des services publics :

- développement des téléprocédures
- dématérialisation des demandes de passeport, de carte nationale d'identité, de permis de conduire et de cartes grises.



Redéploiement des agents de guichet sur les missions



- lutte contre la fraude,
- la gestion de crise,
- l'expertise juridique,
- le contrôle de légalité,
- la coordination territoriale des politiques publiques.

Nouvelle organisation des préfetures et des sous-préfetures.

Création de 50 centres d'expertise et de ressource des titres (CERT) en charge du traitement des demandes.

Cette nouvelle organisation permettra de réduire les délais d'instruction des dossiers en sécurisant davantage les documents.



Dans ce cadre, la Préfecture de l'Essonne assure la plateforme d'instruction des demandes de permis de conduire pour 6 départements :

Aisne, Corrèze, Corse-du-Sud, Isère, Pyrénées-Atlantiques, Seine-Saint-Denis.

L'année 2016 a été marquée par la continuité de l'action de l'État en faveur des grands projets de développement territoriaux qui consistent à structurer durablement le département : le Plateau de Saclay, la Porte sud du grand Paris, les territoires ruraux. Une attention toute particulière a été portée à Grigny dans le cadre d'une feuille de route signée en septembre 2016 par la préfète, le président de Grand Paris Sud.

En complément, l'État a approfondi son appui sur des projets importants dans les domaines essentiels que sont les transports et le développement économique.

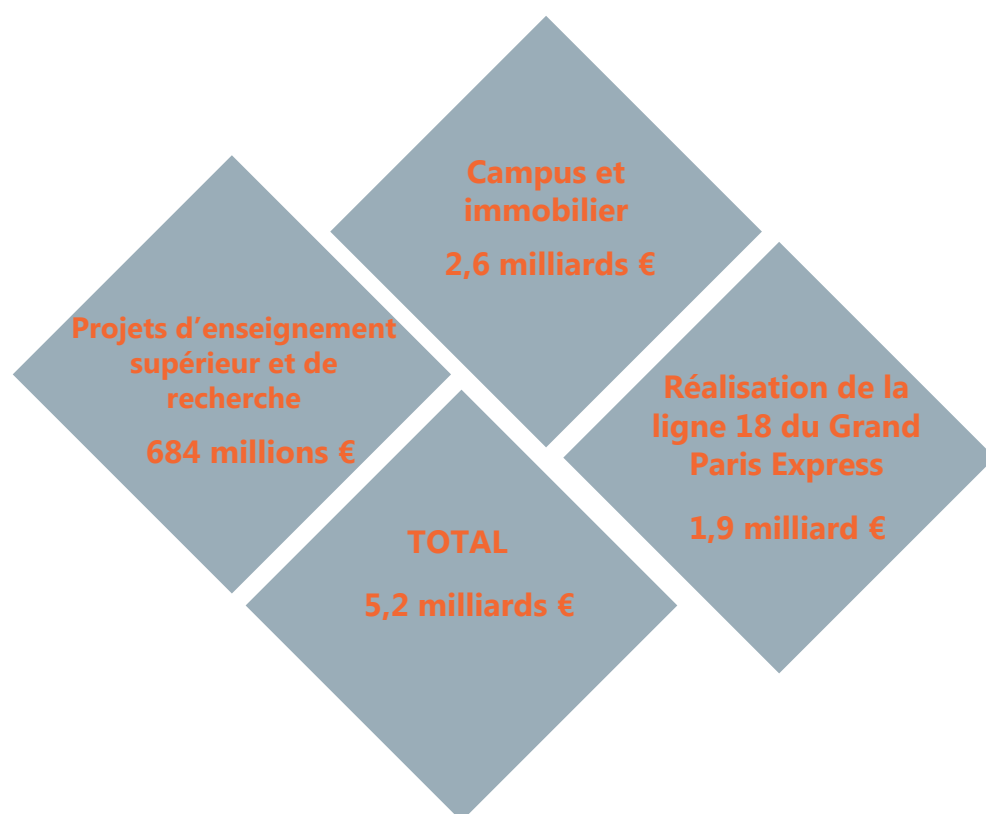
1. LES GRANDS PROJETS STRUCTURANTS

Le développement du plateau de Saclay

En 2016, l'État a continué de soutenir le développement du Plateau de Saclay :

- par des subventions de fonctionnement au bénéfice de l'aménageur
- par le transfert gratuit de foncier des ZAC du Moulon et du quartier de l'École Polytechnique (90,5 millions d'euros)
- par le financement à 100% du déplacement du radar de l'aviation civile desservant l'aéroport d'Orly (10 millions d'euros)

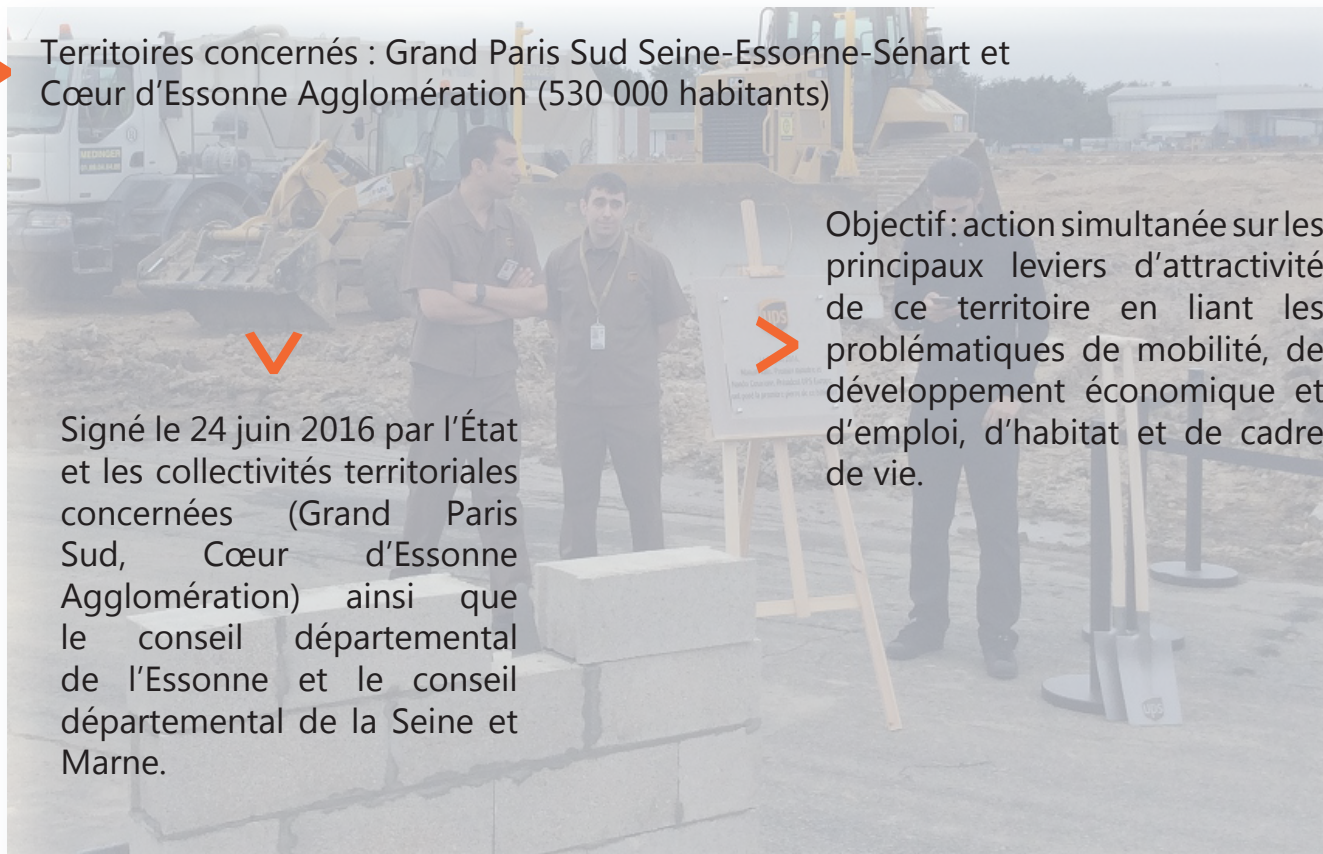
Les principaux investissements de 2016 *



(*) Rapport cour des comptes 2017

Le contrat d'intérêt national (CIN) de la Porte sud du grand Paris

- Territoires concernés : Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart et Cœur d'Essonne Agglomération (530 000 habitants)



Objectif : action simultanée sur les principaux leviers d'attractivité de ce territoire en liant les problématiques de mobilité, de développement économique et d'emploi, d'habitat et de cadre de vie.

Signé le 24 juin 2016 par l'État et les collectivités territoriales concernées (Grand Paris Sud, Cœur d'Essonne Agglomération) ainsi que le conseil départemental de l'Essonne et le conseil départemental de la Seine et Marne.



Cluster drone

238 000 €



TERACTEC,
Cluster sport,
cluster C19 Jeux Vidéo

1 470 000 €

Une enveloppe de 15 millions
d'euros apportés par l'État

Développement de
l'ex base aérienne 217
de Brétigny-sur-Orge

4 600 000 €

Financement d'études :
accessibilité, berges de
Seine, climat air

773 000 €

Réaménagement
centre urbain ÉVRY

1 800 000 €

Les contrats de ruralité



Le gouvernement a souhaité engager une action résolue en faveur du développement des territoires ruraux.

> 104 mesures à destination de ces territoires ont ainsi été décidées, parmi lesquelles la signature des contrats de ruralité.

> 6 contrats de ruralité signés en Essonne, dont le premier d'Ile-de-France le 16 décembre 2016

Sur le plan financier, une enveloppe dédiée de 2 millions d'euros pour 2017.

Ces contrats s'articulent autour de six domaines d'actions prioritaires :

- L'accessibilité aux services et aux soins
- le développement de l'attractivité des territoires (économie, numérique, téléphonie mobile, tourisme...)
- la redynamisation des bourgs-centres
- les mobilités
- la transition écologique
- la cohésion sociale

En parallèle, l'État a soutenu les projets suivants

3 maisons de service au public



Saclas
Angerville
Communauté de communes du Val d'Essonne

Forges-les-Bains
Pussay
Saclas



3 maisons de santé pluridisciplinaires

Grigny

Une feuille de route, co-signée par la préfète, le président de grand paris sud et le maire de Grigny, a permis de tracer les différentes priorités d'action.

Parmi ces différentes priorités, la question de l'éducation est apparue centrale et a débouché sur « le Grand Projet Éducatif » (GPE).

> 1^{ère} convention signée le 14 mars 2017 avec le ministère de l'Éducation nationale, adossée à des moyens nouveaux inscrits dans le projet académique Versailles 2020 pour faire de Grigny un territoire pilote en matière d'innovation pédagogique et de partenariat éducatif.



En outre, la question de la sécurité a été prise en compte pour installer une police municipale et déployer la vidéo-surveillance : financement exceptionnel par le ministère de l'Intérieur de 800 000 € ainsi que l'aide de 80% de l'État pour les coûts d'investissement (fibre optique, équipement de la police municipale).

Les autres chantiers prioritaires engagés : en matière de santé (nouveau contrat local de santé), d'emploi, de développement économique, de sport.



Le « Réseau Marianne » pour faire vivre les valeurs de la République.

120 jeunes ayant participé à la « quinzaine de l'emploi » ont reçu une carte d'adhérent à la Maison Marianne comme symbole d'appartenance à un véritable réseau républicain.

Le réseau permettra de :

- Relayer l'action publique en valorisant ce que fait l'État ;
- Encourager et soutenir les projets collectifs dans le domaine social mais aussi économique ;
- Développer la médiation vers les institutions.

- Créer une capacité locale d'initiatives :
- **Compléter les dispositifs existants**, par exemple en matière de lutte contre les toxicomanies ;
 - ● **Impulser des actions symboliques** pour encourager une dynamique collective : quinzaine de l'emploi à la maison Marianne pendant les vacances de Pâques 2017
 - **Changer l'image que les habitants ont de leur quartier** et développer la citoyenneté (projet de label « ville d'art et d'histoire » impliquant les habitants de la Grande Borne)



La co-propriété de Grigny 2 a aussi fait l'objet d'une attention particulière et bénéficiera d'un dispositif exceptionnel d'aide : l'ORCOD-IN.



Installation d'une mission de préfiguration d'une opération de requalification des copropriétés dégradées d'intérêt national (ORCOD IN) confiée par la ministre du logement en octobre 2014. L'ORCOD IN permet d'intensifier et de mieux coordonner l'intervention des acteurs publics s'engageant collectivement et à long terme, en concentrant des moyens exceptionnels. Décret en conseil d'État publié le 26 octobre 2016 relatif à l'ORCOD-IN de Grigny 2

2. LES AXES PRIMORDIAUX

Les transports

Le département de l'Essonne compte de nombreux et importants axes routiers et infrastructures de transport, mais ils sont saturés et vieillissants, et relient surtout le département à Paris.

L'État s'est emparé de ce sujet tout au long de l'année 2016 en vue d'accompagner les différents projets d'amélioration de la situation



Consultation sur la mise en œuvre du nouveau schéma directeur de la ligne D du RER

Poursuite des études relatives aux importants travaux sur Chilly-Mazarin qui devront désengorger l'A6 et les axes y attenants dans cette zone quotidiennement en tension.



Le STIF et l'État sont actuellement engagés dans des études pour la mise en place de liaisons par bus (« Plan Bus ») dont l'objectif est de désengorger les axes routiers saturés (et particulièrement la Francilienne).

La clause de revoyure du contrat de plan Etat-Région (CPER), signée à Massy le 7 février dernier, garantit la réalisation de la ligne du T12 express, permettant de relier les villes d'Évry et Massy en moins de 40 minutes d'ici à 2020.

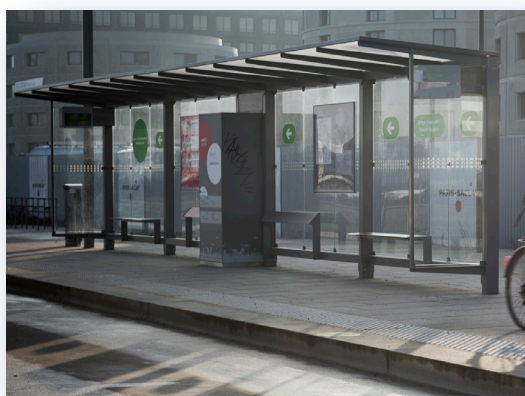
L'État apporte 142,7 millions d'euros.

Lancement de réflexions pour une offre de transports adaptés aux liaisons des territoires situés à l'Est et à l'Ouest du département.

Focus sur le plateau de Saclay : les projets de transports en commun

Trois projets de transport en commun de proximité ont été jugés nécessaires :

- un projet de transport collectif en site propre (TCSP) est-ouest (date prévisionnelle de mise en service du tronçon Massy-Palaiseau à Saint-Quentin-en-Yvelines, fixée à 2024 – le TCSP a été mis en service en 2016 entre Massy et Saclay)
- un TCSP nord-sud (projet pas encore défini)
- un projet de téléphérique entre la vallée et le plateau (projet en cours de détermination par le STIF)



Également, dans le cadre du projet du Grand Paris Express, la ligne 18 du métro, reliera l'aéroport d'Orly à Versailles, par Massy et le Plateau de Saclay. Trois gares sont prévues sur le plateau de Saclay.

La ligne se construira en deux temps, d'abord un premier tronçon d'Orly au carrefour du Christ de Saclay, puis en 2030 la liaison jusque dans les Yvelines. Le décret déclarant d'utilité publique les travaux de la ligne 18 a été publié au Journal officiel le 30 mars 2017.

Le développement économique

L'Essonne a une histoire riche construite autour de l'aéronautique et de l'automobile. L'Etat conduit son action pour conforter ses filières d'excellence sur l'ensemble du territoire et notamment l'Essonne du Sud où se développe une prometteuse filière chanvre.

L'Etat accompagne également les collectivités territoriales pour favoriser l'implantation d'entreprises sources de création d'emplois.

L'appui à la filière aéronautique

L'exemple du Cluster Drones

Association créée le 10 octobre 2016

40 membres à ce jour : des collectivités territoriales (communes, CDEA et CCVE, Département), des établissements d'enseignement supérieur (université d'Évry, école polytechnique, ENSIIE), des entreprises

Les missions du Cluster Drones :

- construire l'écosystème du drone en Ile-de-France
- créer les conditions de développement des dimensions industrielles et technologiques de la filière
- favoriser l'innovation et la coopération avec les organismes de formation et de recherche
- favoriser l'accès des entreprises aux marchés y compris internationaux

Les engagements financiers de l'État



L'exemple du plateau de formation à l'usine du futur de Bondoufle

Plateforme de formation à la mécanique industrielle de demain

- Pose de la première le 10 novembre 2016
- Projet piloté par un consortium d'organismes de formation (AFORP, AFPA, FDME), de fédérations/syndicats professionnels (GIFAS et GIM) et d'entreprises (SAFRAN et Fives Maintenance)

L'école qui ouvrira en 2018 permettra de former :

- de futurs salariés (250 à 300 personnes en alternance, réparties sur 3 ans)
- des salariés en poste (300 personnes par an, en formation continue)

Véritable pôle d'excellence, ce plateau technique de formation de 2 000m² servira de vitrine pour les métiers de la mécanique industrielle, afin d'en valoriser l'attractivité auprès des jeunes



**Financement État
du programme
investissements d'avenir
(PIA)**

2 749 000 €

**Contrat d'intérêt
national
(CIN)**

1 000 000 €

L'appui à la filière automobile

Actuellement, dans la plupart des pays industrialisés, se déroule une course pour l'émergence du véhicule autonome du futur.

Dans ce cadre, l'UTAC porte un projet d'essais à l'intérieur de l'anneau principal du circuit automobile de Linas-Monthléry afin de développer un projet d'homologation de voitures sans conducteur.

**Projet sur 10 hectares
Financement État**

7 400 000 €

L'appui à la filière chanvre

Depuis 2008, le Parc naturel régional (PNR) du Gâtinais français a lancé la structuration de la filière visant à créer une véritable dynamique économique sur le territoire du PNR puis plus largement sur l'Île-de-France.

Les atouts de cette plante :

- Économiques : par la diversification des cultures et la variété des débouchés du chanvre ;
- Environnementaux : du fait des faibles ressources qu'elle consomme et des économies d'énergie qu'elle permet, notamment dans le domaine de la construction ;
- En tant qu'outil d'aménagement et de promotion du territoire.

Compte tenu des atouts du chanvre, l'État soutient la démarche engagée par le PNR pour structurer la filière.

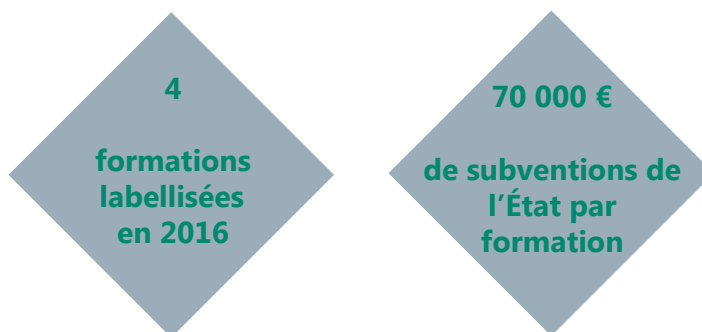
Il s'agit de :

- créer une véritable dynamique économique sur le territoire du PNR puis plus largement sur l'Île-de-France.
- valoriser et promouvoir la filière chanvre dans le département de l'Essonne, notamment l'utilisation du chanvre dans l'ensemble des domaines d'activités concernés (construction et travaux publics, nourriture animale, cosmétique, plasturgie).
- engager un travail de concertation afin d'obtenir la reconnaissance du chanvre.
- dynamiser l'offre de formation à destination des artisans par les organismes de certification en tant que matériau de construction à part entière.

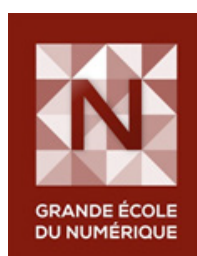
1. L'ESSONNE, TERRE DU NUMÉRIQUE

L'État accompagne les forces vives de l'Essonne pour construire son futur, le département pourra ainsi s'appuyer sur ses principaux atouts, parmi lesquels le numérique, la connaissance et l'innovation, et ses facteurs de bien-vivre.

- > **Création de formations aux métiers du numérique dédiées aux publics les plus éloignés de l'emploi, officiellement labellisées « Grande école du numérique » par l'État**



Formation	Champ / métiers	Localisation	Porteur	Durée	Élèves
WEB	Métiers du web	Évry	Maison de l'emploi de Corbeil-Essonnes / Évry	7 mois	20
10 mention WEB	Intégrateur web	Évry	Association Colombus	10 mois	15
Technicien de la maison connectée	Technicien réseaux domestiques	Grigny	Centre de formation et de professionnalisation des Lacs de l'Essonne	7 mois	14
Animateur multimedia	Conseillers et assistants en technologies de l'information et de la communication	Bures-sur-Yvette	Association Atout Plie Nord Ouest 91	7 mois	12



Organisation d'événementiels



Evry Games City, organisé annuellement.
Ce salon est à la fois une vitrine pour la présence du numérique à Évry et dans le département, et révélateur national de talents.



Junior Académies : organisées de manière récurrente par et au sein de l'ENSIIE, pour les 7 à 12 ans.



Le C19, cluster dédié aux jeux vidéo

Cluster qui se développe dans les 2 500 m² de locaux de l'ENSIIE, labellisé en 2012 par le pôle de compétitivité CAP DIGITAL



Lieu favorisant l'entrepreneuriat : lieu d'innovation « pré incubateur »
Le cluster C19 a été inscrit dans le CIN de la Porte sud du grand Paris.

1 190 000 €

de soutien
de l'État

Lieu de formations :

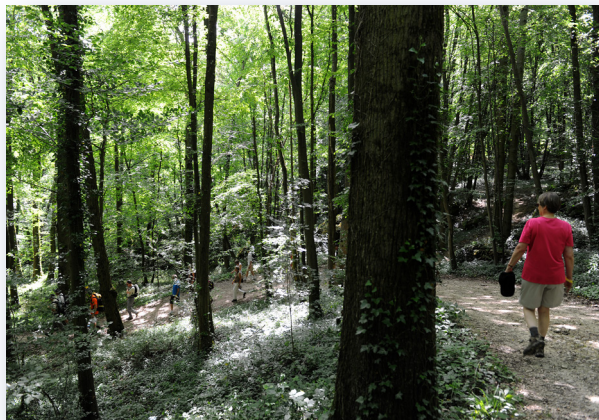
Filière de formation « jeux vidéo » (ENSIIE, TSP, UEVE) ouverte aux écoles de l'institut Mines Télécom depuis septembre 2014 ;
Formation de licence en apprentissage « jeux vidéo » prévue pour 2017 ;
Autres formations du site en relation avec 450 ingénieurs et masters diplômés chaque année.

2. L'ESSONNE, TERRE DU BIEN VIVRE

L'Essonne est un département qui bénéficie d'atouts exceptionnels.

Les sites naturels

Fleuves, rivières et leurs berges (Seine, Essonne, Juine, Orge), forêts domaniales (Sénart, Verrières, Dourdan, Milly-la-Forêt), forêts départementales (Grands Aaux, Roche-Turpin, Rocher de Saulx, Belvédère, la Tête Ronde, Bellejarne, Bois des Grais, Bois des Gelles) forêts régionales (Saint-Eutrope, Saint-Vrain, Etréchy, Cheptainville), paysages, chemins qui peuvent déjà être concernés par un classement ou une gestion spécifique comme le parc naturel du Gâtinais. S'y ajoutent les espaces naturels aménagés comme les jardins.



Le bâti de toutes époques

Villages, églises et cathédrales, châteaux (Angerville, Ballancourt-sur-Essonne, Bièvres, Courances, Chamarande, Écharcon, Étampes, Forges-les-Bains...), architecture du XIIème siècle très présente dans le département, maisons d'artistes comme Caillebotte, Daudet, Cocteau ou Flammarion.

Le patrimoine archéologique et historique

L'Essonne comprend notamment le site magdalénien d'Étiolles, partie prenante des journées nationales de la préhistoire.

Les villes essonniennes ont pour nombre d'entre elles un passé médiéval (Dourdan, Tour de Montlhéry).

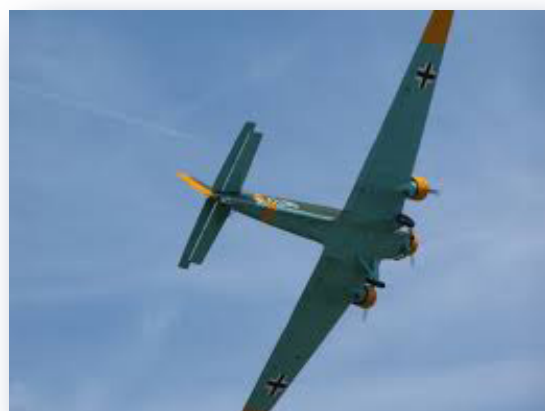


Le spectacle vivant, les scènes du département ayant un public local mais aussi régional

Opéra de Massy, la scène rock du Plan2 à Ris-Orangis, le théâtre de l'Agora, Scène nationale à Évry.

Le patrimoine économique

L'Essonne est une terre qui a vu naître l'aéronautique (premiers aérodromes, ex base-aérienne 217 de Brétigny/Orge, meeting aérien de Cerny) et a contribué au développement de l'automobile (meeting automobile de Montlhéry, Renault F1 Sport à Viry-Châtillon, centre de recherche automobile Renault à Lardy, usine Faurecia à Étampes). Elle continue d'accueillir des entreprises dans des domaines innovants de la robotique, de la génétique ou de la micro-technologie comme FANUC, le Génopole, Danone, Nokia, le nouvel EDF-lab, le CEA ou encore différents clusters.



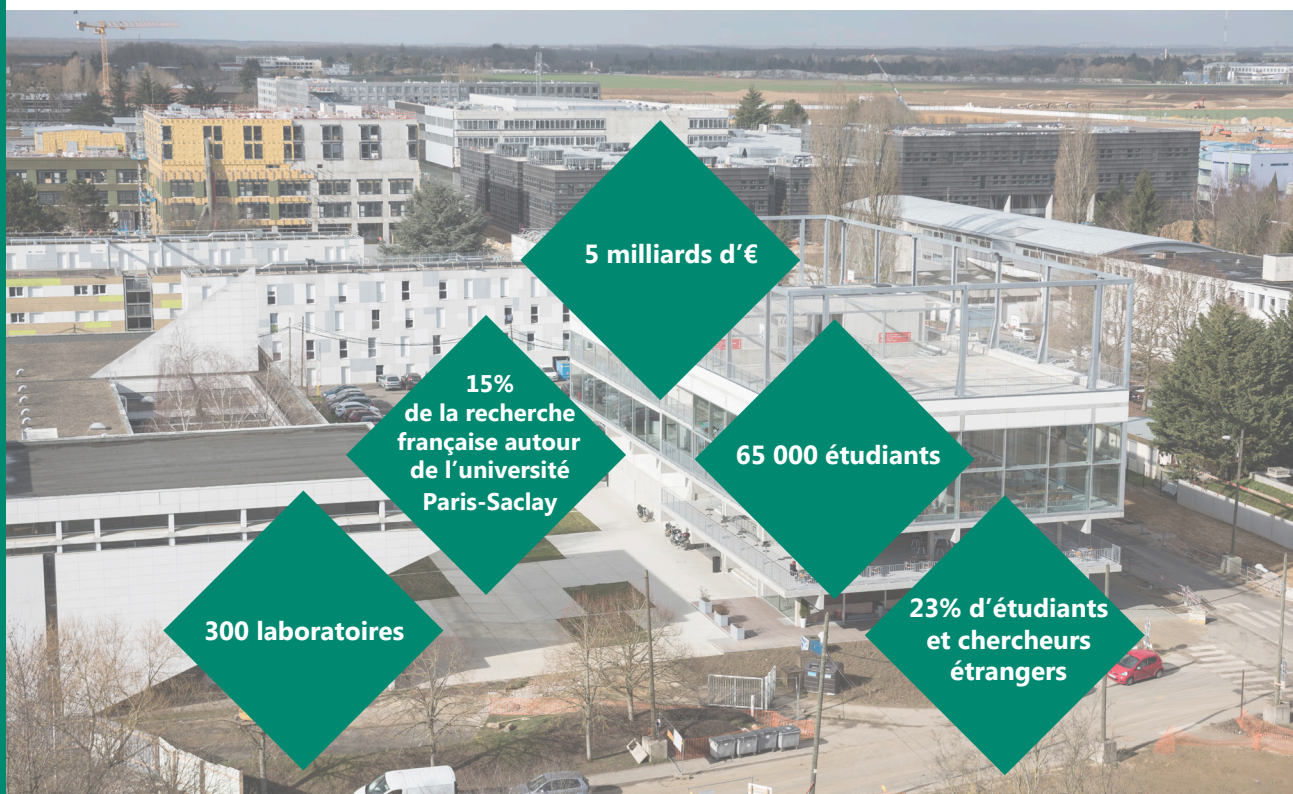
2. L'ESSONNE, TERRE DE CONNAISSANCE ET D'INNOVATIONS

Le développement du Plateau de Saclay

Plusieurs grandes écoles s'installent sur le Plateau de Saclay, notamment l'École normale supérieure de Paris Saclay, l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), Agro ParisTech, l'institut Mines-Télécom, l'École centrale, l'ENSTA ParisTech.



Financement de l'État au titre du Programme des Investissements d'Avenir (PIA), du Plan Campus et du Grand Paris Express



Les grandes écoles d'Évry

> ENSIIE, Ecole Nationale supérieure d'informatique pour l'industrie et l'entreprise : 180 diplômés par an

> TSP, Télécom Sud-Paris : 200 diplômés par an



> TEM, Télécom Ecole de Management : 350 diplômés par an

> UEVE, Université Évry-Val-d'Essonne, membre de plein droit de la Communauté d'université et d'établissements de Paris-Saclay depuis le 1er mars 2017



EDF LAB

- 400 millions d'euros investis
- 79 000m² de superficie bâtie
- 1 500 postes de travail sur le site Recherche & Développement
- 6 000 journées de formation annuelles
- 20 000 salariés formés par an
- 14 académies de métiers

Génopôle 2025

La stratégie Génopôle pour l'horizon 2025 tient en 8 objectifs :

- Être classé dans les dix premiers bioclusters mondiaux de haute technologie en sciences du vivant.
- Porter une nouvelle médecine (géo-médecine) personnalisée, régénérative en collaboration avec le Centre Hospitalier Sud Francilien
- Organiser la mise en place de mini-clusters axés sur les cellules souches et la biologie de synthèse.
- Favoriser le développement des biotechnologies environnementales, agronomiques, industrielles.
- Élargir son parc d'entreprises en acquérant de nouveaux terrains et en renforçant sa prospection notamment à l'international.
- Soutenir le développement des entreprises matures.
- Atteindre un effectif de 6 000 personnes avec l'hôpital sud-francilien
- Dynamiser la vie de site pour améliorer la qualité des conditions de travail au sein du biocluster.





Préfecture de l'Essonne - Boulevard de France - 91010 EVRY Cedex
www.essonne.gouv.fr
Confection PAO : BCI 91

